



Documents à fournir pour compléter votre demande de garantie PHB 2.0 « Chantiers » à l'opérateur :

- Une lettre de saisine « motivée » signée par une personne accréditée expliquant l'impossibilité d'obtenir la garantie des collectivités territoriales (1)
- Acte d'engagement au profit de la CGLLS, signé par le directeur général/Président ou une tout autre personne habilitée en joignant la délégation de signature ;
- La liste des opérations concernées par les réhabilitations et/ou les constructions comprenant la liste des communes avec leur code postal, des EPCI et la liste des départements.
- Copie du contrat de prêt ;
- Le dernier DIS fédéral comparatif en date et le provisoire de l'année en cours si disponible, à adresser scanné par mail ;
- Fiche de synthèse
 - o Pour les OPH/ESH : Les fiches de synthèse des ratios fédéraux (DIS)
 - o Pour les associations et MOI : Actipact (SOLIHA) ou fiche de synthèse (FAPIL)

Dépôt des demandes de garantie :

- Toutes les demandes devront être déposées sur la plateforme de la CGLLS dédiée aux garanties.
<https://cglls.iterop.cloud/login/#process/start/demandeDeGarantie>
- Si votre n'est pas habilité, il devra commencer par nommer un référent (CGLLS) unique par organisme sur la page suivante :
<https://cglls.iterop.cloud/external/process/kHGskeZyHRw9B9tGcPwSXErICTPuei03u2iTnclKhmcQJQt0mzdIrQJsWgk1MFDY/creationDeReferentIterop>

Ce référent devra ensuite habilitier un ou des gestionnaire(s) afin de déposer des demandes de garantie.

Vous trouverez toutes les informations nécessaires sur la page suivante : <https://cglls.fr/nos-activites/les-garanties/> rubrique « Comment déposer un dossier ».

- En cas de besoin, vous pouvez contacter Catherina Arnaud au 01.40.02.94.32 ou catherina.arnaud@cglls.fr

Les demandes de garantie ne pourront être traitées qu'une fois tous les documents déposés sur la plateforme et validés par la CGLLS.

(1) Si le financement ne concerne que :

- une ville et/ou
- un seul EPCI et/ou
- un seul département,

dans ce cas seul, le refus de la ou les collectivités est nécessaire.

Par exemple un organisme ayant des opérations sur différentes villes sur un même EPCI et donc un même département devra fournir deux refus : celui de l'EPCI et celui du département.